

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 32quinquies de la loi précitée du 26 mars 1971, inséré par le décret du 5 avril 1984 et abrogé par le décret du 21 décembre 1990, stipulait, que les administrations publiques, les organismes d'intérêt public et les associations intercommunales devaient céder à la société d'épuration des eaux constituée, les stations d'épuration en service ou en voie de construction, y compris tous les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à leur fonctionnement, ainsi que les études effectuées ou en cours de réalisation, et les accords relatifs à l'épuration des eaux approuvés par le Ministre compétent en la matière; que par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 16 janvier 1985 fixant les dispositions complémentaires pour l'application de l'article 32quinquies de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution des dispositions complémentaires ont été définies concernant la cession dont il est question à l'article 32quinquies précité; que, suivant ces dispositions, les remboursements à effectuer concernant cette cession, devaient s'opérer dans les cinq ans après l'introduction, par les administrations publiques, les organismes d'intérêt public et les associations intercommunales concernés, de leur dossier de demande de remboursement à la société d'épuration des eaux; que la date limite de ce remboursement est le 1er février 1991; que suite à l'article 32decies, § 2, de la loi précitée du 26 mars 1971, inséré par le décret du 21 décembre 1990, les biens, les droits et les obligations de la Société flamande pour l'Épuration des Eaux sont transférés à la Société flamande pour l'Environnement; que, par conséquent, la Société flamande pour l'Environnement est chargée de l'exécution ultérieure des remboursements dus auparavant par la Société flamande pour l'Épuration des Eaux; qu'il est impossible pour la Société flamande pour l'Environnement, d'effectuer ces remboursements avant le 1er février 1991; qu'il y a, par conséquent, lieu de proroger d'urgence le délai des remboursements;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1er.** Le délai des remboursements à effectuer en vertu des articles 4 à 9 y compris de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 16 janvier 1985 fixant les dispositions complémentaires pour l'application de l'article 32quinquies de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1993.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 30 janvier 1991.

**Art. 3.** Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 janvier 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,  
Ministre communautaire des Finances et du Budget,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,  
T. KELCHTERMANS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1065

#### 4 MARS 1991. — Décret relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I. — Définitions

**Article 1er.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° camping-caravaning, l'utilisation comme moyen d'hébergement, par d'autres personnes que des forains ou des nomades agissant comme tels, de l'un des abris mobiles suivants : tente, caravane routière, caravane de type résidentiel sans étage, motorhome ou tout autre abri analogue, non conçus pour servir d'habitation permanente;

2° terrain de camping-caravaning, le terrain utilisé d'une manière habituelle ou occasionnelle pour la pratique du camping-caravaning par plus de 10 personnes en même temps ou occupé par plus de 3 abris définis au 1°.

Ne cesse pas d'être un terrain de camping-caravaning, celui dans les limites duquel le titulaire du permis de camping-caravaning installe à titre accessoire des abris fixes tels que des chalets, bungalows, maisonnettes, pavillons ou tout autre abri analogue non conçu pour servir d'habitation permanente, pour autant que ces différents abris soient et restent la propriété du titulaire du permis de camping-caravaning ou du propriétaire du terrain de camping-caravaning.

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — N° 172, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; nos 3 à 5 et 7 : Amendements; n° 6 : Texte amendé adopté par la Commission.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 20 février 1991.

CHAPITRE II. — *Du permis*

**Art. 2.** Nul ne peut, sans permis préalable, utiliser ou laisser utiliser comme terrain de camping-caravaning, le terrain dont il a la jouissance.

Ce permis est dénommé « permis de camping-caravaning ».

Le permis de camping-caravaning n'est pas exigé si, pendant 60 jours par an au maximum, le terrain est affecté à la pratique du camping par des groupes organisés de campeurs placés sous la surveillance d'un ou de plusieurs moniteurs et n'utilisant que des tentes comme abris de camping.

**Art. 3.** Le permis visé à l'article 2 est accordé, refusé ou retiré dans les conditions et selon la procédure déterminées par l'Exécutif, qui prévoient l'avis conforme du fonctionnaire-délégué de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

L'Exécutif règle également la procédure de recours contre la décision de refus ou de retrait de permis.

Le recours contre une décision de refus de renouvellement ou de retrait de permis est suspensif.

CHAPITRE III. — *Des conditions d'exploitation*

**Art. 4.** L'Exécutif arrête :

1° les conditions auxquelles doit satisfaire un terrain de camping-caravaning pour répondre à sa destination, en particulier en ce qui concerne l'hygiène, la moralité, la tranquillité, la sécurité, la salubrité ainsi que l'équipement des lieux;

dans tous les cas, tout terrain de camping-caravaning doit, en vue de son exploitation, répondre aux exigences requises pour la catégorie la moins élevée de la classification visée au 4°;

2° les obligations imposées au titulaire du permis de camping-caravaning en ce qui concerne la publicité des caractéristiques du terrain de camping-caravaning;

3° le modèle de l'écusson, les conditions d'octroi et de retrait de l'écusson délivré au titulaire du permis;

4° les normes et la procédure de classification des terrains de camping-caravaning, en fonction de leurs caractéristiques;

5° les normes de contrôle des campeurs-caravaniers dans les terrains de camping-caravaning;

6° les conditions d'octroi ainsi que le montant des primes destinées à promouvoir la création, l'agrandissement et la modernisation des terrains de camping-caravaning.

**Art. 5.** L'Exécutif peut arrêter des règlements généraux relatifs à la pratique de camping-caravaning en dehors des terrains de camping et dans les cas visés à l'article 2, alinéa 3, en vue de faire respecter l'hygiène, la moralité, la tranquillité, la sécurité, la salubrité ainsi que l'équipement des lieux.

**Art. 6.** Le permis de camping-caravaning visé à l'article 2 pourra être refusé :

1° si les dispositions arrêtées en vertu de l'article 4 ne sont pas ou ne sont plus observées;

2° si le demandeur, le titulaire du permis, l'exploitant, l'administrateur ou la personne chargée de la gestion journalière du terrain de camping-caravaning a été condamné en Belgique par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, pour une ou plusieurs infractions qualifiées au livre II, titre VII, chapitres V, VI et VII; titre VIII, chapitres I, IV et VI et titre IX, chapitres I et II du Code pénal, ou s'il a été condamné à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf si la condamnation a été conditionnelle et si l'intéressé n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

Il pourra être suspendu ou retiré :

1° dans les deux cas visés à l'alinéa précédent;

2° si le demandeur, le titulaire du permis, l'exploitant, l'administrateur ou la personne chargée de la gestion journalière du terrain de camping-caravaning, ou le propriétaire du terrain de camping-caravaning s'oppose à ce qu'il soit procédé sur place, par les personnes désignées à l'article 8, aux vérifications prévues à l'article 9.

CHAPITRE IV. — *Dispositions pénales*

**Art. 7.** Est puni d'une amende de cent à mille francs :

1° quiconque exploite un terrain de camping-caravaning sans le permis visé à l'article 2;

2° quiconque détient ou aura détenu illicitement l'écusson prévu à l'article 4, 3°;

3° quiconque fait ou aura fait un usage abusif de la catégorie de classification prévue à l'article 4, 4° attribuée au terrain de camping-caravaning qu'il exploite ou dont il assure la gestion journalière;

4° quiconque refuse ou entrave volontairement l'exercice du droit d'inspection prévu aux articles 8 et 9.

Les cours et tribunaux pourront en outre prononcer, à titre de mesure de sûreté, contre l'auteur de l'infraction l'interdiction d'exploiter, personnellement ou par personne interposée, pendant une durée de un à douze mois, un terrain de camping-caravaning. L'interdiction produit ses effets cinq jours ouvrables après la signification de la condamnation.

**Art. 8.** Les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif sont chargés de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions au présent décret.

Ces procès-verbaux sont transmis au Procureur du Roi et une copie en est adressée à l'auteur de l'infraction, à l'exploitant du terrain de camping-caravaning s'il s'agit d'une personne physique ou morale différente de l'auteur de l'infraction ainsi qu'à l'Exécutif, dans les cinq jours ouvrables de la constatation, le tout à peine de nullité.

**Art. 9.** Les fonctionnaires et les agents mentionnés à l'article 8, alinéa 1er, ont le droit d'inspecter les terrains de camping-caravaning entre 9 heures et 18 heures.

En cas d'urgence et de manquement grave aux conditions d'exploitation d'un terrain de camping-caravaning, les fonctionnaires et agents visés à l'article 8, alinéa 1er, prennent les mesures nécessaires en vue de faire cesser l'occupation du terrain de camping-caravaning le cas échéant avant même que le permis ait été suspendu ou retiré.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** La loi du 30 avril 1970 sur le camping, modifiée par le décret du 2 décembre 1988 est abrogée en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 11. L'Exécutif arrête la date d'entrée en vigueur du présent décret et les mesures transitoires pour les terrains de camping en exploitation à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 mars 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1065

4 MAART 1991. — Decreet betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° kamperen-caravanan, het als herbergingsgelegenheid gebruiken door andere personen dan kermis-exploitanten of nomaden die als zodanig handelen, van een van de volgende mobiele verblijven : tent, wegencaravan, caravan van residentieel type zonder woonlaag, motorhome of gelijk welk ander soortgelijk verblijf, die niet ontworpen zijn om als vaste woning te dienen;

2° kampeer-caravanterrein, het terrein waarop gewoonlijk of bij gelegenheid wordt gekampeerd en een caravan wordt geplaatst door meer dan 10 personen tegelijk, of waarop meer dan 3 verblijven staan, zoals beschreven onder 1°.

Indien de houder van een kampeer-caravanvergunning binnen de grenzen van een kampeer-caravanterrein als bijkomende constructies onbeweegbare verblijven optrekt, zoals chalets, bungalows, huisjes, paviljoenen of elk ander soortgelijk verblijf dat niet ontworpen is om als vaste woning te dienen, voor zover die verschillende verblijven eigendom zijn en blijven van de houder van de kampeer-caravanvergunning of van de eigenaar van het kampeer-caravanterrein, blijft dit een kampeer-caravanterrein.

HOOFDSTUK II. — *De vergunning*

Art. 2. Niemand mag zonder voorafgaande vergunning het terrein waarvan hij het genot heeft als kampeer-caravanterrein gebruiken of laten gebruiken.

Deze vergunning wordt « kampeer-caravanvergunning » genoemd.

Er wordt geen kampeer-caravanvergunning geëist indien gedurende maximum zestig dagen per jaar wordt gekampeerd door georganiseerde groepen kampeersers die onder het toezicht van één of meer monitors staan en alleen tenten als kampeerverblijf gebruiken.

Art. 3. De onder artikel 2 bedoelde vergunning wordt verleend, geweigerd of ingetrokken onder de voorwaarden en volgens de procedure die de Executieve vaststelt, waarbij het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar van de ruimtelijke ordening en de stedebouw voorgeschreven is.

De Executieve regelt eveneens de procedure om in beroep te gaan tegen de beslissing tot weigering of intrekking van de vergunning.

Het beroep tegen een beslissing tot weigering van de hernieuwing of intrekking van de vergunning is opschortend.

HOOFDSTUK III. — *De voorwaarden voor het exploiteren*

Art. 4. De Executieve bepaalt :

1° de voorwaarden waaraan een kampeer-caravanterrein moet voldoen om aan zijn bestemming te beantwoorden, inzonderheid wat betreft de hygiëne, de zedelijkheid, de rust, de veiligheid, de gezondheid alsook de plaatselijke uitrusting;

in elk geval moet elk kampeer-caravanterrein, met het oog op het exploiteren ervan, beantwoorden aan de eisen bepaald voor de laagste categorie van de in 4° bedoelde classificatie;

2° de verplichtingen opgelegd aan de houder van de kampeer-caravanvergunning wat betreft de bekendmaking van de kenmerken van het kampeer-caravanterrein;

3° het model, de voorwaarden voor de toekenning en de intrekking van het schild uitgereikt aan de houder van de vergunning;

4° de normen en de procedure inzake classificatie van de kampeer-caravanterreinen volgens hun kenmerken;

(1) *Zitting 1990-1991.*

*Stukken van de Raad.* — Nr. 172, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 tot 5 en 7 : Amendementen; nr. 8 : Geamendeerde tekst, aangenomen door de Commissie.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming : vergadering van 20 februari 1991.

5° de normen inzake controle van de kampeerders-caravanhouders op de kampeer-caravanterreinen;

6° de voorwaarden voor de toekenning alsook het bedrag van de premies bestemd voor het bevorderen van de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van de kampeer-caravanterreinen.

**Art. 5.** De Executieve kan algemene verordeningen vaststellen betreffende de beoefening van het kamperen-caravaniën buiten de kampeerterreinen en in de bij artikel 2, lid 3, bedoelde gevallen, ten einde de voorschriften inzake hygiëne, zedelijkheid, rust, veiligheid, gezondheid alsook plaatselijke uitrusting te doen naleven.

**Art. 6.** De bij artikel 2 bedoelde kamperen-caravanvergunning kan worden geweigerd :

1° indien de bepalingen vastgesteld krachtens artikel 4 niet of niet meer worden nageleefd;

2° indien de aanvrager, de houder van de vergunning, de exploitant, de beheerder of de persoon belast met het dagelijks beheer van het kampeer-caravanterrein, in België door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak is veroordeeld wegens één of meer misdrijven omschreven in boek I, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII; titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI, en titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek, of indien hij in het buitenland is veroordeeld wegens een feit dat gelijkwaardig is met een feit dat één van die misdrijven uitmaakt, behalve indien de veroordeling voorwaardelijk is geweest en de betrokkene het voordeel van het uitstel niet heeft verloren.

Zij kan worden geschorst of ingetrokken :

1° in beide gevallen bedoeld bij het vorig lid;

2° indien de aanvrager, de houder van de vergunning, de exploitant, de beheerder of de persoon belast met het dagelijks beheer van het kampeer-caravanterrein of de eigenaar van het kampeer-caravanterrein, zich verzet tegen het feit dat de bij artikel 8 aangewezen personen de bij artikel 9 bepaalde verificaties ter plaatse uitvoeren.

#### HOOFDSTUK IV. — *Strafbepalingen*

**Art. 7.** Met een geldboete van honderd tot duizend frank wordt gestraft :

1° hij die een kampeer-caravanterrein exploiteert zonder houder te zijn van de in artikel 2 bedoelde vergunning;

2° hij die wederrechtelijk houder is of is geweest van het in artikel 4, 3° bedoelde schild;

3° hij die misbruik maakt of heeft gemaakt van de in artikel 4, 4° bedoelde classificatiecategorie, toegekend voor het kampeer-caravanterrein dat hij exploiteert of waarover hij het dagelijks beheer voert;

4° hij die de uitoefening van het in de artikelen 8 en 9 bepaalde inspectierecht weigert of opzettelijk belemmert.

De hoven en rechtbanken kunnen daarenboven, als veiligheidsmaatregel, de overtreder het verbod opleggen persoonlijk of door tussenpersoon een kampeer-caravanterrein gedurende één tot twaalf maanden te exploiteren. Het verbod heeft uitwerking vijf werkdagen na de betekening van de veroordeling.

**Art. 8.** De ambtenaren daartoe aangewezen door de Executieve zijn belast met het opsporen en het vaststellen bij processen-verbaal van de overtredingen van dit decreet.

Deze processen-verbaal worden aan de Procureur des Konings doorgezonden, en een afschrift ervan aan de overtreder, aan de exploitant van het kampeer-caravanterrein, wanneer het een andere natuurlijke of rechtspersoon dan de overtreder betreft, alsook aan de Executieve, gezonden binnen vijf werkdagen na de vaststelling, dit alles op straffe van nietigheid.

**Art. 9.** De in artikel 8, lid 1, vermelde ambtenaren hebben het recht de kampeer-caravanterreinen te inspecteren tussen 9 uur en 18 uur.

In spoedeisende gevallen en bij ernstige tekortkomingen aan de voorwaarden voor het exploiteren van een kampeer-caravanterrein, nemen de in artikel 9, lid 1, bedoelde ambtenaren de nodige maatregelen om het kampeer-caravanterrein te doen ontruimen, in voorkomend geval zelfs vooraleer de vergunning geschorst of ingetrokken is.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** De wet van 30 april 1970 op het kamperen, gewijzigd bij het decreet van 2 december 1988, wordt opgeheven wat de Franse Gemeenschap betreft.

**Art. 11.** De Executieve bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet en de overgangsmaatregelen voor de kampeerterreinen die op deze datum worden geëxploiteerd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 maart 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME